

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TEREOS FRANCE

Route de Grandfresnoy
60710 Chevreières

Références : IC-R/462/25-NEC/SF
Code AIOT : 0005101029

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement TEREOS FRANCE implanté LA SUCRERIE 60710 CHEVRIERES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'arrêté ministériel (AM) du 20 juin 2023 définit les modalités d'une campagne d'identification et d'analyse des substances per- ou polyfluoroalkylées (PFAS) qui doit être mise en œuvre pour les rejets aqueux de certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

En cas d'assujettissement, l'exploitant devait établir, avant fin septembre 2023, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Cette liste doit être tenue à la disposition de la DREAL. Vingt substances PFAS, visées par la directive européenne sur les eaux destinées à la consommation humaine, sont obligatoirement analysées. Cette liste peut être complétée par d'autres substances.

L'article 1 de l'AM du 20/06/2023 précise le champ d'application du texte à savoir :

- les sites soumis à autorisation au titre des ICPE pour au moins une des rubriques citées dans l'arrêté ;
- les sites soumis à autorisation au titre des ICPE qui utilisent, produisent, traitent ou rejettent des PFAS.

Le site Tereos de Chevrières est concerné, en raison :

1. de la rubrique 3420 dans l'arrêté préfectoral autoportant du 12 mars 2025. Cette rubrique est en lien avec l'activité de production de dioxyde de soufre avec un four à soufre ;
2. de l'utilisation de produits alkylfluorés. Ces substances se rencontrent souvent dans les agents émulseurs. Le seul agent émulseur utilisé sur le site, au niveau de la protection sprinkler, est le «F500». Un des composants présents dans les extincteurs contient un dérivé fluoré. L'exploitant se positionnera, au vu de la définition de l'arrêté du 20 juin 2023, si ce composant est un PFAS ou non. Le cas échéant, il appliquera les dispositions de cet arrêté ministériel à cette substance.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS FRANCE
- LA SUCRERIE 60710 CHEVRIERES
- Code AIOT : 0005101029
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement TEREOS de Chevrières est une installation spécialisée dans l'extraction du sucre de la betterave, relevant de l'industrie agro-alimentaire.

I. Activité Industrielle

L'activité est principalement saisonnière, de septembre à janvier (campagne sucrière), complétée par des activités permanentes et une campagne sirop :

- Activités Saisonnières (septembre à janvier) :
 - Transformation des betteraves (capacité : 12 200 t/j) en sucre cristallisé et sirop.
 - Traitement des pulpes (pressage et déshydratation).

- Activités Permanentes et Campagne Sirop :

- Production de sucre à partir de sirop (avril à mai).
- Stockage et expédition de sucre et de pellets.
- Production et expédition de Fructo Oligo Saccharides (FOS), sucres liquides et invertis.
- Entretien et maintenance du matériel.

II. Contexte PFAS / AOF

Le secteur agro-alimentaire, auquel appartient l'activité de TEREOS, n'est pas spécifiquement visé par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif aux PFAS. De plus, l'exploitant confirme que le site ne consomme ni ne produit de PFAS de manière régulière et/ou significative.

Focus sur les Intrants et Changements de Procédés :

L'activité implique une étape de sulfitation (ajout de dioxyde de soufre - SO₂) pour maîtriser la coloration du jus.

- Substitution du procédé : jusqu'en 2020, cette sulfitation était réalisée par ajout d'une solution de bisulfite de sodium à 39 %.
- L'établissement de Chevrères a remplacé ce bisulfite de sodium par du dioxyde de soufre (SO₂) obtenu par combustion de soufre solide dans un four dédié.
- Intrant Soufre : le soufre utilisé est sous forme de perles, constitué à 99,5 % de soufre.
- Absence de Dérivé Fluoré : l'exploitant atteste qu'aucun dérivé fluoré n'est utilisé en tant qu'intrant au niveau de ce four à soufre.
- Nota Temporel : le four à soufre est opérationnel depuis le démarrage de la campagne betteraves 2024/2025. Par conséquent, il n'était pas opérationnel à la date de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 PFAS TOP 99%

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

RAS

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	4. Définition	Code de l'environnement du	Demande de justificatif à	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	08/01/2020, article L. 181-14	l'exploitant	
6	6. Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
2	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
5	5. Mesures d'investigation	Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite et l'examen des données d'analyses menées par le site TEREOS de Chevières, confirment une absence significative et régulière d'émissions de PFAS dans les rejets aqueux, mais appellent à des mesures complémentaires par application du principe de précaution.

I. Constats analytiques (rejets aqueux)

Les six campagnes de mesures effectuées (trois de septembre à novembre 2023, et trois supplémentaires en août 2024) ont démontré que :

- PFAS (28 substances) : le site ne rejette aucune des 20 substances PFAS visées par la Directive européenne 2020/2184, ni aucune des 8 substances PFAS complémentaires mentionnées au 3° de l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023.
- AOF (Adsorbable Organically Fluorinated - méthode indiciaire par adsorption du fluor organique) : un seul des six prélèvements effectués (en 2023) a montré une quantification en AOF (à 19 µg/L). L'exploitant a jugé cet échantillon non représentatif de l'effluent (DCO et MES très élevés). Les cinq autres prélèvements sont restés inférieurs à la limite de quantification (LQ).

II. Mesures de Précaution (extincteurs et activité)

- Activité du site : le secteur agro-alimentaire auquel appartient TEREOS, n'est pas spécifiquement ciblé parmi les rubriques ICPE visées par l'arrêté du 20 juin 2023. Le site n'utilise ni ne produit de PFAS de manière régulière et significative.
- Émulseurs : l'analyse de l'émulseur F500 (mousse extinctrice) utilisé sur le site (rapport EUROFINS) atteste de l'absence de PFAS. La FDS doit être fournie pour confirmation de l'absence de composé fluoré.
- Extincteurs : un plan d'action de substitution des extincteurs, potentiellement source de PFAS, est en cours. Un état des lieux précis du parc et un engagement formel sur le calendrier de substitution sont exigés.

III. Exigences de surveillance complémentaire (prescriptions)

Afin de consolider les résultats dans le cadre du principe de précaution, les exigences suivantes sont formulées à l'exploitant :

1. Mesure d'AOF en campagne : réaliser au moins une nouvelle mesure d'AOF sur les rejets aqueux en sortie, spécifiquement lors de la prochaine période de campagne betteravière, afin de disposer d'une donnée en condition de pleine activité.
2. Recherche du PFAS spécifique des extincteurs : procéder à plusieurs analyses des rejets aqueux visant spécifiquement le(s) PFAS/AOF contenu(s) dans les extincteurs en cours de substitution ou récemment remplacés, afin d'écarter la présence de résidus dans les réseaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 qui définit les modalités d'une campagne d'identification et d'analyse des substances per- ou polyfluoroalkylées (PFAS) qui doit être mise en œuvre pour les rejets aqueux de certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, le site TEREOS de Chevières a missionné Eurofins pour réaliser 3 campagnes mensuelles d'analyses afin d'identifier et de quantifier la présence éventuelle de PFAS dans les rejets aqueux du site. Le prestataire retenu pour les campagnes de recherche des PFAS a été EUROFINS pour la partie prélèvements et analyses sur la base du devis émis le 01/09/2023 et des commandes passées les

06/09/23 et 27/10/23 (réf. commandes : 4702015850, 4702058997 et 4702059001).

Le choix du prestataire EUROFINS a été motivé par :

- son agrément pour la prestation confiée (prélèvement et analyses),
- le respect de la limite de quantification de 2 µg/L pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF),
- le respect de la limite de quantification de 0,1 µg/L (soit 100 ng/L) pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3 de l'AM du 20/06/2023,
- sa disponibilité pour la réalisation des campagnes de suivi.

Les 3 campagnes mensuelles consécutives ont eu lieu aux dates suivantes :

- 18 et 19 septembre 2023,
- 16 et 17 octobre 2023,
- 14 et 15 novembre 2023.

Lors de ces 3 campagnes d'investigations, les 8 PFAS complémentaires cités dans l'AM du 20/06/2023 ont été intégrés en plus des 20 PFAS dont la recherche était obligatoire. Par ailleurs, le site a également pris l'initiative de faire rechercher les PFAS dans l'eau de forage (package de 53 PFAS proposé par Eurofins).

De plus conformément à l'AM du 20/06/2023, le site a également analysé le paramètre AOF (Fluor Organique Adsorbable) sur les rejets.

L'article 4 de l'AM du 20/06/2023 préconise un échantillonnage sur 24 heures, ce qui a bien été réalisé.

Conformément à l'article 4 de l'AM du 20/06/2023, les résultats associés au point de rejets "SRR" ont été saisis sur GIDAF dès réception des bulletins d'analyses.

Il ressort de ces 3 campagnes d'analyses réalisées en 2023 que :

- concernant les PFAS : le site TEREOS de Chevrières ne rejette aucune des 20 substances PFAS visées par la directive européenne sur les eaux destinées à la consommation humaine (Directive 2020/2184), ni aucune des 8 substances PFAS complémentaires mentionnées au 3° de l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023 ;
- concernant le paramètre AOF : un seul des 3 prélèvements révèle la quantification du paramètre AOF (à 19 µg/L). Selon l'exploitant, cet échantillon n'est pas représentatif de l'effluent (DCO et MES très élevés). L'AOF n'a pas été quantifié lors des deux autres campagnes.

Lors de la première campagne de mesures en septembre 2023, le résultat en AOF était de 19 µg/L mais avec des teneurs en COT, COD, DCO et MES importantes, qui pourraient interférer avec le résultat en AOF, et incohérentes avec les autres analyses le même jour, selon l'exploitant.

Lors des 2^{ème} et 3^{ème} campagnes de mesures, les résultats en AOF sont inférieurs à la limite de quantification (LQ) mais avec des teneurs en COT, COD, DCO et MES plus faibles.

Aussi, suite à un courrier de l'inspection des installations classées du 8 juillet 2024, le site TEREOS de Chevrières a lancé en 2024 des campagnes complémentaires permettant de faire le bilan entrée/sortie de ce paramètre AOF (ce paramètre n'ayant pas été mesuré dans l'eau de forage lors des 3 premières campagnes), avec un résultat inférieur à la limite de quantification pour chacun des 3 nouveaux prélèvements réalisés en août 2024.

En conclusion,

- l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 vise à identifier les industriels émettant des PFAS dans leurs rejets aqueux : aucun des 28 PFAS recherchés dans les rejets n'a été identifié sur l'ensemble des 3 campagnes d'analyses réalisées en 2023 ;
- concernant le paramètre AOF qui constitue un indicateur de la présence de fluor adsorbable, les résultats analytiques complémentaires réalisés en 2024 à l'initiative de TEREOS démontrent bien une concentration inférieure à la limite de quantification.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission (VLE) en PFOS de 25 µg/L

Prescription contrôlée :

4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau
Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]

Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l

Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.

Constats :

La substance PFOS a été analysée lors des trois campagnes d'analyses réalisées au titre de l'AM du 20 juin 2023.

Les résultats sont en dessous de la limite de quantification de 0,1 µg/l donc le respect de la VLE de 25 µg/l est constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : 3. Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La méthodologie suivie par le site de Chevrières est indiquée dans une note explicative du 15/10/2024 envoyée à la préfecture et dans le courrier du 29 novembre 2024 envoyé à la DREAL Hauts-de-France sur les émissions de PFAS / AOF dans les rejets aqueux, en réponse à notre courrier du 8 juillet 2024.</p> <p>Selon les données connues par l'exploitant, le site n'utilise pas de manière régulière et/ou significative d'agent chimique identifié comme contenant des PFAS. Les campagnes de mesures réalisées en septembre, octobre et novembre 2023 ont permis de conforter le positionnement du site sur la non-présence des 28 PFAS cités dans l'AM du 20/06/2023 dans les rejets aqueux du site.</p> <p>Des analyses complémentaires ont été réalisées sur l'émulseur F500 utilisé à Chevrières. Les résultats, attestés par le rapport EUROFINs n° AR-24-YV-023811-01 du 12 août 2024, montrent l'absence de PFAS.</p> <p>Remarque sur la FDS : l'exploitant n'a pas présenté la Fiche de Données de Sécurité (FDS) de cet émulseur. Il est demandé à l'exploitant de la fournir pour confirmation des composants et notamment l'absence de composés fluorés.</p> <p>Remarque sur l'étendue d'analyse : il est confirmé que les PFAS analysés sont les 28 de l'AM du 20 juin 2023.</p> <p>Extincteurs : des échanges ont eu lieu avec le prestataire Chubb concernant la politique de remplacement des PFAS contenus dans les extincteurs.</p> <p>Incohérence à clarifier : bien que l'exploitant ait indiqué, lors de la visite, que ses extincteurs ne contenaient pas de PFAS, le courrier mentionne des échanges sur un plan de remplacement.</p>

<p>Action requise : l'exploitant devra préciser formellement si ses extincteurs contiennent ou non des PFAS et, le cas échéant, détailler précisément le plan de remplacement ou l'engagement de maintien des équipements sans PFAS, y compris la nature de l'engagement pris avec le prestataire Chubb (date butoir, traçabilité des vérifications, etc.).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir les éléments suivants, en complément des informations déjà transmises :</p> <p>1. <u>Extincteurs et PFAS</u> Clarification de l'engagement : veuillez confirmer par écrit si les extincteurs actuellement présents sur le site ne contiennent absolument pas de PFAS, comme indiqué lors de la visite.</p> <p>Plan de remplacement : si le site mentionne un "plan de remplacement" (ou des échanges sur une politique de remplacement) avec son prestataire (Chubb), veuillez détailler :</p> <ul style="list-style-type: none"> la nature exacte de cet engagement (engagement de non utilisation de PFAS pour les futurs remplacements/maintenances ou plan de substitution des équipements existants) ; le calendrier ou l'échéance associé à cet engagement. <p>2. <u>Émulseur F500 (mousse extinctrice)</u> Fourniture de la FDS : veuillez transmettre la Fiche de Données de Sécurité (FDS) de l'émulseur F500 pour confirmation officielle de sa composition.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>

Constats :

Rejets Aqueux (PFAS et AOF) :

Les six campagnes de mesures réalisées sur les rejets aqueux du site (trois entre septembre et novembre 2023, et trois supplémentaires en août 2024) ont démontré les points suivants :

- PFAS : le site TEREOS de Chevrières ne rejette aucune des 20 substances PFAS visées par la Directive européenne sur les eaux destinées à la consommation humaine (Directive 2020/2184), ni aucune des 8 substances PFAS complémentaires mentionnées au 3° de l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023.
- AOF (Adsorbable Organically Fluorinated) : le paramètre AOF n'a été quantifié que lors d'une seule campagne, que l'exploitant a jugée non représentative des rejets habituels du site.

Gestion des Extincteurs (PFAS) :

Bien que les rejets aqueux du site ne montrent pas de présence significative de PFAS, l'exploitant mène un plan d'action préventif relatif à ses équipements de sécurité :

- Plan de Substitution : un plan d'action est en cours de mise en œuvre pour substituer les extincteurs susceptibles de contenir des PFAS.
- Attestation : l'existence de ce plan est attestée par un courriel de la société CHUBB daté de septembre 2025 (ce courriel a été présenté et est repris en pièce jointe).

Précision requise : le courriel de CHUBB ne permet pas d'établir clairement la situation actuelle du parc. Il est demandé à l'exploitant de fournir un état des lieux précis et actualisé de la situation du parc d'extincteurs, détaillant :

- le nombre et la localisation des appareils déjà remplacés (sans PFAS) ;
- le nombre et la localisation des éventuels appareils restant à remplacer (contenant des PFAS) ;
- l'échéance ou le calendrier précis de finalisation de cette substitution.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite à l'examen du plan d'action de substitution des extincteurs et du courriel de la société CHUBB de septembre 2025, nous vous demandons de nous transmettre un état des lieux précis et actualisé de la situation de votre parc d'extincteurs.

Cet état des lieux devra clairement détailler les éléments suivants :

1. Inventaire des appareils : le nombre total d'extincteurs sur le site.
2. Statut de remplacement :
 - le nombre et, si possible, la localisation des appareils ne contenant pas de PFAS (appareils neufs ou déjà substitués) ;
 - le nombre exact et la localisation des éventuels appareils contenant encore des PFAS et restant à remplacer.
3. Échéance du plan : le calendrier précis de finalisation de la substitution totale des extincteurs contenant des PFAS.

Ces informations sont nécessaires pour évaluer l'avancement du plan d'action et garantir que

l'engagement de substitution est mené à terme dans un délai défini.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : 5. Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>Voir constats précédents.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aucun des 28 PFAS recherchés dans les rejets n'a été identifié sur l'ensemble des 3 campagnes d'analyses réalisées en 2023 ; - Concernant le paramètre AOF qui constitue un indicateur de la présence de fluor adsorbable, les résultats analytiques complémentaires réalisés en 2024 démontrent bien une concentration inférieure à la limite de quantification. Le résultat obtenu en septembre 2023 sur le rejet SRR n'était pas représentatif selon l'exploitant. <p>Concernant les agents d'extinction, :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les analyses réalisées sur l'émulseur F500 n'ont pas révélé la présence de PFAS ; - une politique de remplacement des extincteurs contenant des PFAS est en cours avec le prestataire Chubb. <p>Pas de PFAS détecté dans l'eau de nappe prélevée par le site de Chevrières.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : 6. Mesures de suppression/réduction

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable</p>

Constats :

Situation des rejets aqueux

Les rejets aqueux du site ont fait l'objet de campagnes d'analyse approfondies :

- PFAS (28 substances) : les trois campagnes d'analyses réalisées en 2023 n'ont identifié aucun des 28 PFAS ciblés.
- AOF (Adsorbable Organically Fluorinated) : un résultat en AOF supérieur à la limite de quantification (LQ) a été obtenu sur l'une des trois campagnes initiales de 2023. Suite à cela, trois séries d'analyses complémentaires ont été réalisées en 2024 (sur l'eau de forage en entrée et les rejets aqueux en sortie), et l'ensemble de ces résultats s'est révélé inférieur à la LQ.

Point à clarifier (AOF) : conformément au principe de précaution et afin de disposer de données statistiquement robustes, il aurait été pertinent de réaliser au moins une mesure d'AOF supplémentaire en période de campagne d'activité du site. L'objectif serait de disposer d'un minimum de trois mesures en période représentative (les deux dernières de 2023 et cette troisième) confirmant l'absence d'AOF.

Gestion des Extincteurs (Plan d'Action et Recherche de PFAS)

Le remplacement des extincteurs, source potentielle de PFAS, est une mesure clé du principe de précaution :

- Substitution des extincteurs : l'exploitant mène un plan d'action pour le remplacement des extincteurs contenant des PFAS. Une position définitive et un engagement clair sont attendus de l'exploitant pour s'assurer que le parc d'extincteurs soit rapidement et totalement substitué par des alternatives sans PFAS.
- Recherche spécifique de PFAS des extincteurs : pour écarter tout risque lié à des résidus dans les canalisations ou à des rejets accidentels passés, il est opportun que l'exploitant procède à la recherche dans ses rejets du ou des PFAS spécifiques contenus dans les extincteurs (avant leur substitution) afin de s'assurer qu'aucun résidu n'est actuellement relâché.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de consolider les données environnementales du site et de finaliser la gestion des risques potentiels liés aux PFAS/AOF, nous vous demandons de réaliser les actions suivantes :

1. Mesures d'AOF en Période de Campagne

- Réaliser une mesure de l'indice AOF sur les rejets aqueux en sortie, spécifiquement lors de la prochaine période de campagne d'activité du site.

Cette mesure complémentaire permettra de disposer d'une série d'au moins trois données représentatives de la période de pleine activité, consolidant la démonstration de l'absence d'AOF quantifiable dans ces conditions.

2. Finalisation de la Substitution des Extincteurs

- Fournir un engagement formel et un calendrier précis et court pour la substitution complète de tout extincteur contenant des PFAS encore présent sur le site.

Cet engagement doit aboutir à un parc 100 % sans PFAS dans les meilleurs délais.

3. Recherche du PFAS Spécifique des Extincteurs

- Procéder à une analyse des rejets aqueux visant spécifiquement le(s) PFAS contenu(s) dans les anciens extincteurs utilisés sur le site (avant substitution).

Cette recherche doit permettre de s'assurer de l'absence totale de résidus de ce(s) composé(s) spécifique(s) dans les canalisations ou dans les rejets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : 7. Mesures de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;

Constats :

En application des obligations de l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires pour respecter les valeurs limites d'émissions et gérer les effluents, le suivi des PFAS/AOF a été effectué :

1. Suivi de l'AOF (Adsorbable Organically Fluorinated)

Des analyses complémentaires ont été réalisées en 2024 sur l'amont (eau de forage) et l'aval (rejets aqueux) du site, et ont montré l'absence d'AOF (résultats inférieurs à la limite de quantification - LQ).

Action Corrective (prescription) : bien que les résultats soient rassurants hors période de pointe, il est nécessaire de confirmer l'absence d'émissions d'AOF dans les conditions d'exploitation les plus représentatives. L'exploitant devra réaliser au moins une nouvelle mesure d'AOF sur les rejets aqueux en sortie lors de la prochaine campagne betteravière, afin de disposer d'une donnée de surveillance en période de pleine activité.

2. Suivi du PFAS Issu des Extincteurs

Un plan de substitution des extincteurs potentiellement source de PFAS est en cours.

Action Corrective (prescription) : afin de s'assurer qu'il n'y a pas de résidus de ces substances dans les réseaux pouvant être rejetés, l'exploitant devra réaliser plusieurs analyses des rejets aqueux visant spécifiquement le(s) PFAS contenu(s) dans les extincteurs en cours de substitution ou récemment remplacés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin d'assurer une maîtrise complète et documentée des émissions conformément aux prescriptions réglementaires (notamment l'obligation de prendre les dispositions nécessaires pour respecter les valeurs limites), l'exploitant devra intégrer les exigences de surveillance suivantes à son programme d'analyses :

1. Surveillance de l'AOF en période de campagne

L'exploitant devra réaliser au moins une nouvelle mesure d'AOF sur les rejets aqueux en sortie, spécifiquement lors de la prochaine campagne betteravière.

Objectif : disposer d'une donnée de surveillance pertinente et représentative des conditions maximales d'exploitation du site.

2. Surveillance du PFAS spécifique issu des extincteurs

L'exploitant devra procéder à plusieurs analyses des rejets aqueux visant spécifiquement le(s) PFAS contenu(s) dans les extincteurs en cours de substitution ou récemment remplacés.

Objectif : confirmer l'absence de résidus de ces substances dans les réseaux de collecte pouvant être relâchés dans les effluents après le remplacement des équipements.

Modalités : les analyses devront être réalisées à des moments différents pour couvrir la variabilité potentielle des rejets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois